

CHAPITRE III

Le capital scolaire, une variable déterminante dans le vote ?

Pascal DELWIT

Dans le champ des sciences sociales, l'intérêt pour la relation entre niveau(x) de capital scolaire et comportements sociaux et politiques a toujours été soutenu. Toutefois, depuis le milieu des années soixante-dix, l'attention et l'analyse sur cette problématique se sont fortement accrues.

On doit indubitablement à l'ouvrage majeur de Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*¹, d'avoir relancé les travaux sur l'importance du capital culturel. Inglehart y suggère l'existence d'une révolution silencieuse marquant les jeunes générations : la révolution culturelle. Les valeurs partagées par des franges importantes de ces jeunes générations porteraient beaucoup moins qu'auparavant sur des questions dites matérielles – en particulier, tout ce qui est lié à la problématique du travail – et beaucoup plus sur des valeurs qualifiées de post-matérialistes : bien-être, qualité de la vie, éthique, etc. Cette révolution des valeurs aurait été rendue possible par l'éloignement générationnel lié à l'événement clé qu'a été la seconde guerre mondiale, et par ce qui était encore à l'époque une configuration de chômage résiduel ou de plein emploi dans les pays développés.

Aux yeux d'Inglehart, la révolution culturelle revêt une autre dimension : l'accession de plus en plus large des jeunes aux études supérieures, universitaires ou non universitaires. Cette élévation tendancielle du capital scolaire contribuerait à l'autonomisation de pensée ou à la « sortie » des lieux de conditionnement collectif de la réflexion et de l'action : l'Eglise, la famille, les organisations de masse de la

¹ R. INGLEHART, *The silent revolution : changing values and political styles among Western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

société comme par exemple les partis d'intégration sociale². Ces bouleversements seraient donc intimement liés au niveau d'éducation des individus. Les citoyens s'émanciperaient « peu à peu des élites ou des groupes de référence qui jadis les guidaient en matière de mobilisation politique ». Nous serions confrontés à un véritable « processus de mobilisation cognitive »³.

Le rapport à la scolarité devient dès lors une donnée cruciale dans l'analyse des positionnements et des comportements sociétaux. Mais la question ne se limite pas au seul domaine des valeurs. L'accroissement tendanciel du capital scolaire a aussi généré une augmentation majeure des compétences éducationnelles requises pour décrocher un emploi. En la matière, on mentionnera deux évolutions. La première concerne l'augmentation de la part d'emplois nécessitant des qualifications importantes. La deuxième a trait à l'élévation du niveau scolaire requis pour décrocher un même emploi dans le temps, thème qui a généré les travaux consacrés aux phénomènes de surqualification de l'emploi⁴.

Les deux phénomènes, associés à la révolution culturelle, auraient conduit à une réaction des « perdants » de ces changements, les travailleurs à faible niveau de diplôme. Ignazi la qualifie de *contre-révolution silencieuse*, qu'il associe au développement des partis d'extrême droite dans le courant des années quatre-vingt :

« Our hypothesis is that, together with the spread of postmaterialism, in Western countries in the 1980s, a different cultural and political mood, partially stimulated by the same « new politics » has also been taking root. This change in beliefs and attitudes has been partially expressed in the so-called neoconservatism (and has been partially interpreted by conservative parties). But, to a large extent, it remained underground until the recent rise of Extreme Right Parties. Such an underground melting pot of attitudes and sentiments includes the emergence of new priorities and issues not treated by the established parties, disillusionment towards parties in general, a growing lack of confidence in the political system and its institutions, and a general pessimism about the future. In a sense, it could be said that the Greens and the Extreme Right Parties are, respectively, the legitimate and the unwanted children of the New Politics ; as the Greens come out of the silent revolution, the Extreme Right Parties derive from a reaction to it, a sort of « silent counter-revolution » »⁵.

La poursuite de la progression des partis d'extrême droite et leur extension dans les années quatre-vingt-dix a ravivé l'intérêt pour la variable « capital scolaire ». Nombre de travaux ont en effet révélé la forte association entre l'ethnocentrisme et

² S. NEUMANN, « Towards a Comparative Study of the Political Parties », in S. NEUMANN (ed.), *Modern Political Parties*, Chicago & Londres, Chicago University Press, 1956, p. 395-424.

³ N. MAYER et P. PERRINEAU, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 148.

⁴ Voir par exemple pour la situation américaine l'article de S. VAISEY, « Education and its Discontents : Overqualification in America, 1972-2002 », *Social Forces*, 85/2, 2006, p. 835-864.

⁵ P. IGNAZI, « The silent counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe », *European Journal for Political Research*, 22/1, 1992, p. 6.

le niveau de diplôme. Quels que soient leur âge, leur position sociale ou leur choix politique, « les enquêtés les plus instruits se montrent toujours moins racistes »⁶.

Depuis les recherches d'Inglehart, les études relatives aux comportements politiques intègrent le niveau de diplôme comme un des vecteurs explicatifs du vote à un moment où plusieurs auteurs ont suggéré l'accroissement de la volatilité des électeurs et l'érosion des structures traditionnelles d'encadrement.

Si dans ce chapitre, le propos se centre sur l'impact en matière de vote, l'analyse est souvent envisagée dans une perspective plus large. Elle peut ainsi se fixer sur la relation avec l'absence de vote. En effet, le niveau de capital scolaire se décline aussi comme un élément important relativement aux différents niveaux de participation électorale et politique. Van Egmond, de Graaf et Van Der Eijk l'avaient particulièrement épinglé pour attester les différences de participation électorale aux Pays-Bas. En certaines circonstances, il faut même remonter plus en amont⁷. Dans une étude publiée en 2004, Jean-Louis Pan Ke Shon a mis en évidence l'importance de la relation du capital scolaire avec l'inscription sur les listes électorales en France. A titre d'exemple, en 2001, la probabilité des non-diplômés de ne pas être inscrits sur les listes électorales était supérieure de « 8,2 points à celle des titulaires d'un diplôme de niveau supérieur à bac + 2, toutes choses égales par ailleurs »⁸.

Dans ce domaine, il existe toutefois un conflit d'interprétation. Si nombre d'auteurs mettent en évidence le rapport au capital scolaire comme élément distinctif parmi les niveaux de participation, d'autres soulignent une élévation tendancielle et parallèle du capital scolaire et... de l'abstention⁹. Si le niveau de diplôme se décline comme un élément discriminant dans la participation électorale, il ne serait pas l'élément principal à même d'expliquer l'élévation des taux d'abstention électorale. Ou alors, l'approche consisterait à observer une chute drastique de la participation électorale dans les catégories sociales à faible capital social et/ou scolaire¹⁰ que Gaxie expliqua en son temps par la relation à la compétence politique. Plus le capital scolaire serait faible, plus dure serait la capacité à comprendre les enjeux politiques et à arbitrer entre acteurs en présence : « L'abstentionnisme électoral se révèle ainsi comme une manifestation d'indifférentisme politique. Et comme ce dernier, il résulte d'une incapacité à déchiffrer les significations d'une élection et à se prononcer sur

⁶ N. MAYER, « Ethnocentrisme, racisme et intolérance », in D. BOY et N. MAYER (éd.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 37.

⁷ M. VAN EGMOND, N.D. DE GRAAF et C. VAN DER EIJK, « Electoral participation in the Netherlands : Individual and contextual Influences », *European Journal of Political Research*, 34/2, 1998, p. 281-300.

⁸ J.-L. PAN KÉ SHON, « Déterminants de la non-inscription électorale et quartiers sensibles en France », *Populations*, 59/1, 2004, p. 150.

⁹ P. DELWIT, « L'introuvable électeur ? La participation électorale en Europe depuis 1945 », in M. HASTINGS et J.-M. DE WAELE (éd.), *Le vote obligatoire en Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

¹⁰ A. PACEK et B. RADCLIFF, « Turnout and the vote for Left-or-Centre Parties : A cross-national Analysis », *British Journal of Political Science*, 25/1, 1995, p. 136-143.

ses enjeux »¹¹. Dans l'enquête post-électorale du scrutin fédéral belge de 1999, Lieven De Winter, Patrick Dumont et Johan Ackaert soulignaient la dimension forte du niveau d'instruction sur la réponse relative au comportement dans l'hypothèse d'une suppression du vote obligatoire. Alors que 58,2% des électeurs détenteurs d'un diplôme universitaire affirmaient leur intention d'aller systématiquement voter en cas de suppression de l'obligation de vote, ce chiffre tombait à 29,7% pour les citoyens n'ayant terminé que leurs études primaires¹².

Au-delà du vote, l'importance du niveau de diplôme constitue un filtre très sélectif dans la participation à la vie politique active. A l'occasion d'une étude réalisée par le Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles lors des élections fédérales du 18 mai 2003, les termes de filtres successifs ont pu être exemplifiés. Pour 10% d'universitaires dans la population belge, on dénombre 65% de candidats ayant un diplôme universitaire, 75% à une place éligible et 67% d'élus. *A contrario*, on ne recensait aucun député ayant un capital scolaire inférieur au diplôme de secondaire supérieur¹³. Un travail identique mené lors des élections régionales wallonnes du 13 juin 2004 confirme ces tendances. 22,2% des Wallons sont détenteurs d'un diplôme du supérieur (universitaire ou non), pour 91,4% des candidats et 97,1% des députés régionaux wallons. En revanche, 47% ont au plus un diplôme du secondaire inférieur, pour 1% des candidats et aucun élu¹⁴. Michel Hastings a observé que cette tendance ne se limite pas à la participation politique conventionnelle. Elle est présente dans les formes d'engagement de participation non conventionnelle qui, elle aussi, requiert régulièrement « la maîtrise d'opérations intellectuelles acquises à l'école et à l'université »¹⁵.

1. Vote et capital scolaire en Wallonie et à Bruxelles

A-t-on observé lors du scrutin fédéral du 10 juin 2007 un impact significatif du capital scolaire sur le comportement électoral ? Avant de détailler la situation parti par parti, un travail de première approche rend compte de l'importance de cette dimension dans le cadre wallon.

La structure des pénétrations des partis belges francophones révèle des traits marquants. Si nous considérons les deux grands partis, le parti socialiste (PS) et le Mouvement réformateur (MR), leurs courbes se donnent à voir comme deux

¹¹ D. GAXIE, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 204.

¹² L. DE WINTER, P. DUMONT et J. ACKAERT, « La participation électorale réelle et potentielle : des vertus du vote obligatoire », in A.-P. FROGNIER, A.-M. AISH (éd.), *Elections, la rupture ? Le comportement des Belges face aux élections de 1999*, Bruxelles, De Boeck, 2003, p. 63.

¹³ P. DELWIT, J.-B. PILET, B. HELLINGS et E. VAN HAUTE, « Le profil des candidats francophones aux élections fédérales du 18 mai 2003 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1874-1875, 2005, p. 1-69.

¹⁴ P. DELWIT, J.-B. PILET, B. HELLINGS et E. VAN HAUTE, « Le profil des candidats francophones aux élections régionales et européennes du 13 juin 2004 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1880-1881, 2005, p. 1-65.

¹⁵ M. HASTINGS, *Aborder la science politique*, Paris, Seuil, 1996, p. 68.

« cheminements » inversés. La prégnance du parti socialiste sur les électeurs à faible capital scolaire renvoie le MR à des scores modestes dans cette catégorie.

À l'autre extrême, la force électorale des libéraux francophones chez les diplômés du supérieur non universitaire et les universitaires met en évidence le niveau (très) modeste des performances socialistes chez les plus diplômés. On notera aussi que plus des 10% des non-diplômés affirment avoir voté blanc lors du scrutin.

Tableau 1. Pénétration des partis politiques belges francophones en Wallonie en fonction du niveau de diplôme

	<i>PS</i>	<i>MR</i>	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FN</i>	<i>Autres</i>	<i>Blanc</i>	<i>N</i>
Aucun	46,43	21,43	7,14	10,71	3,57	0,00	10,71	18
Primaire	46,67	8,33	5,00	18,33	13,33	6,67	1,67	42
Secondaire inférieur	33,33	19,56	17,78	13,78	4,44	8,00	3,11	179
général	28,40	27,16	14,81	18,52	1,23	8,64	1,23	97
technique	32,88	10,96	16,44	17,81	5,48	10,96	5,48	43
professionnel	39,44	19,72	22,54	4,23	7,04	4,23	2,82	39
Secondaire supérieur	24,07	27,57	15,43	20,99	4,73	4,73	2,47	299
général	20,00	30,00	15,20	22,00	3,20	7,20	2,40	166
technique	29,61	21,71	15,79	19,74	8,55	2,63	1,97	92
professionnel	26,19	30,95	15,48	20,24	2,38	1,19	3,57	41
Supérieur non universitaire	20,89	29,50	20,37	20,37	1,83	6,53	0,52	248
Supérieur universitaire	10,34	36,90	17,59	27,59	1,03	5,52	1,03	368

Si les écarts sont moins substantiels en Région bruxelloise, les tendances sont identiques. Comme dans l'espace wallon, on y relève par exemple l'importance d'Ecolo parmi les électeurs à fort capital scolaire ou, *a contrario*, la présence plus manifeste du Front national parmi les électeurs au niveau d'éducation plus faible. À Bruxelles également, le vote blanc est particulièrement significatif chez les non-diplômés.

Cette importance du vote blanc dans les catégories au capital scolaire plus faible peut s'expliquer par deux éléments, qui ne sont pas nécessairement exclusifs l'un de l'autre. Une première explication relève du sentiment d'incompétence qui habite certains électeurs à faible niveau de diplôme. C'est une des thèses centrales du travail de Gaxie. Mais ce vote blanc et nul peut aussi révéler un comportement anti-système ou un sentiment d'abandon face à des évolutions qui dépassent nombre de citoyens.

Tableau 2. Pénétration des partis politiques belges francophones à Bruxelles en fonction du niveau de diplôme

	<i>PS</i>	<i>MR</i>	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FN</i>	<i>Autres</i>	<i>Blanc</i>	<i>N</i>
Aucun	33,33	22,22	16,67	5,56	0,00	16,67	5,56	28
Primaire	33,33	19,05	9,52	14,29	4,76	16,67	2,38	60
Secondaire inférieur	36,87	25,70	9,50	11,73	4,47	7,82	3,91	225
général	34,02	26,80	11,34	12,37	5,15	6,19	4,12	81
technique	30,23	30,23	4,65	11,63	6,98	9,30	6,98	73
professionnel	51,28	17,95	10,26	10,26	0,00	10,26	0,00	71
Secondaire supérieur	24,08	35,12	12,37	13,71	2,34	9,70	2,68	486
général	20,48	36,75	13,25	15,06	2,41	9,64	2,41	250
technique	28,26	28,26	9,78	15,22	2,17	11,96	4,35	152
professionnel	29,27	43,90	14,63	4,88	2,44	4,88	0,00	84
Supérieur non universitaire	19,76	31,05	13,71	20,56	0,40	12,50	2,02	383
Supérieur universitaire	18,21	33,70	10,60	23,10	0,54	13,86	0,00	290

2. Vote socialiste et capital scolaire

Le parti socialiste présente une structure électorale autour du capital scolaire très typée. Sa pénétration est maximale parmi les électeurs à très faible capital scolaire. Près d'un électeur sur deux n'ayant aucun diplôme ou le seul certificat fondamental d'étude vote socialiste en Région wallonne.

De même, le *ps* capte un nombre important d'électeurs de l'enseignement secondaire inférieur, singulièrement professionnel. Ceci confirme son ancrage dans un segment important des milieux populaires – les classes populaires salariées et/ou bénéficiaires d'une allocation sociale – historiquement rattachés à des pans importants de la classe ouvrière.

A contrario, l'élévation du capital scolaire éloigne l'électeur du parti socialiste. A Bruxelles et en Wallonie, seuls 20% de l'électorat détenteur d'un diplôme du secondaire supérieur général ont opté pour le *ps*. Pour la formation socialiste, la pénétration est plus faible chez les diplômés du supérieur. A Bruxelles, le parti socialiste ne recueille que 18% des électeurs universitaires et la configuration wallonne est plus spectaculaire encore. Le *ps* n'y capte qu'un électeur détenteur d'un diplôme universitaire sur dix.

Comment saisir cette très faible pénétration du parti socialiste parmi les diplômés de l'enseignement supérieur ? Plusieurs raisons peuvent être avancées.

La première a trait à la structure traditionnelle de l'électorat socialiste en Belgique francophone. Historiquement, le parti socialiste est très implanté dans le monde ouvrier et employé et, de manière générale, dans les milieux populaires salariés. Ses pics d'implantation se situent dans les anciens bassins industriels hennuyer et liégeois, ce qu'en géographie électorale, on nomme parfois la « banane socialiste ». Traditionnellement, il ne s'agit pas des catégories à fort capital scolaire. Certes, sa présence dans la communauté éducative, laïque principalement, est aussi importante.

Cette dernière a un niveau de diplôme plus élevé. Mais elle ne constitue pas le noyau dur des électeurs socialistes. Au surplus, depuis 1991, le ps est très concurrencé sur ce segment par Ecolo.

En Région bruxelloise, il importe de souligner l'implantation majeure du ps dans la population belge d'origine étrangère – notamment marocaine et turque. Or, nous le savons aussi, le capital scolaire de ces catégories est tendanciellement plus faible que la moyenne.

Enfin, le parti socialiste a perdu les élections du 10 juin 2007, tant en Wallonie qu'à Bruxelles. N'a-t-il pas surtout reculé dans les catégories sociales au capital scolaire le plus fort ? A l'examen des données, l'hypothèse est manifestement vérifiée dans l'électorat wallon. Si le ps conserve de trois quarts à quatre cinquièmes de ses électeurs au plus faible capital scolaire, il a en revanche perdu 40 à 50% de l'électorat à fort capital scolaire qui avait voté pour lui au scrutin régional de juin 2004. Ce scénario ne se vérifie pas à la Région bruxelloise : c'est chez ses électeurs au plus faible capital scolaire que la formation socialiste a enregistré les pertes les plus notables.

Tableau 3. Pourcentage d'électeurs socialistes de 2004 ayant voté ps en 2007 en fonction du dernier diplôme obtenu

	<i>Wallonie</i>	<i>Bruxelles</i>
Aucun	84,62	66,67
Primaire	76,67	68,75
Secondaire inférieur	70,89	71,23
général	72,00	75,86
technique	70,00	64,71
professionnel	70,83	70,37
Secondaire supérieur	62,76	72,84
général	59,68	66,67
technique	69,39	78,57
professionnel	58,82	78,57
Supérieur non universitaire	62,75	70,00
Universitaire	51,28	76,00

3. Vote libéral et capital scolaire

En matière de capital scolaire, la déclinaison de l'électorat MR est un miroir inversé de la structure de l'électorat socialiste. Le Mouvement réformateur obtient de piètres scores parmi les électeurs à faible capital scolaire. En Wallonie et à Bruxelles, le pourcentage d'électeurs détenteur d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, du certificat fondamental d'étude ou d'aucun diplôme est sensiblement inférieur à son score moyen.

Pourtant le MR attire un segment des catégories populaires, notamment parmi les indépendants. En Wallonie, par exemple, 56,4% des commerçants et indépendants ont voté MR. Mais même si le capital scolaire des indépendants n'est pas nécessairement

très élevé, il dépasse en général le niveau de l'enseignement secondaire inférieur. A cet égard, on notera la bonne présence du parti parmi les détenteurs d'un diplôme secondaire supérieur professionnel, surtout en Région bruxelloise. Il contraste d'ailleurs avec l'implantation nettement plus faible parmi les diplômés du secondaire supérieur technique.

A l'inverse, les libéraux francophones réalisent la meilleure pénétration parmi les diplômés de l'enseignement secondaire supérieur et, plus encore, de l'enseignement supérieur universitaire ou non. Jaak Billiet, qui a étudié l'électorat libéral flamand, a observé le même phénomène : plus le capital scolaire est important, plus la pénétration libérale est tendanciellement élevée. A l'inverse, la pénétration du VLD chez les électeurs à faible niveau de diplôme est beaucoup plus marginale¹⁶.

Compte tenu de la relation tendancielle entre le niveau de vie et l'importance du capital scolaire et eu égard à la pénétration libérale traditionnelle dans les catégories sociales les plus aisées, ces résultats sont attendus. En 2005, le salaire brut mensuel moyen d'un diplômé d'études primaires s'élevait à 2 211 euros, pour 4 159 euros à un détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur¹⁷.

Ces résultats s'expliquent aussi par l'implantation forte des libéraux dans les professions libérales qui requièrent un diplôme du supérieur. Le Mouvement réformateur est de loin la première formation des professions libérales : plus de 50% en Wallonie et à peine un peu moins à Bruxelles. Le vote libéral chez les avocats, les médecins, les architectes... est très fort, toutes professions requérant un diplôme du supérieur.

Tableau 4. Pénétration des partis dans les professions libérales

	<i>PS</i>	<i>MR</i>	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FN</i>	<i>Autres</i>
Wallonie	10,00	51,67	13,33	15,00	1,67	8,33
Bruxelles	17,39	42,03	10,14	20,29	0,00	10,14

La structure de l'électorat libéral apparaît fortement diplômée. En Wallonie et à Bruxelles, plus d'un électeur libéral sur deux est détenteur d'un diplôme du supérieur. Certes, nous avons évoqué la sur-représentation des citoyens à haut capital scolaire dans nos répondants. Mais l'observation reste très significative.

4. Vote Ecolo et capital scolaire

Traditionnellement, les partis verts ont un rapport étroit avec des diplômés du supérieur. En Belgique, cette relation a déjà été vérifiée pour les adhérents. En 1994,

¹⁶ J. BILLIET, « Les transformations du libéralisme en Flandre. Les Vlaams Liberalen en Democraten (VLD) », in P. DELWIT (éd.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 199-226.

¹⁷ *Niveau de vie, revenus et rémunérations*, Statistiques de l'Institut national des statistiques, http://statbel.fgov.be/figures/d321_fr.asp#2, consultation le 8 octobre 2007.

une enquête révélait que pas moins de 70% des membres d'Ecolo étaient détenteurs d'un diplôme du supérieur¹⁸.

Dix ans plus tard, une nouvelle enquête auprès des membres confirmait cette donnée : 72% des adhérents écologistes francophones avaient un diplôme du supérieur. Cette observation n'est toutefois pas tout à fait singulière dans la mesure où le capital scolaire des adhérents est plus élevé en général que la moyenne de la population. Cette observation semble d'ailleurs se renforcer comme en attestent les travaux de Seyd et Whiteley dans le cas britannique¹⁹.

Tableau 5. Niveau de diplôme et adhérents d'Ecolo

	<i>Enquête de 1994</i>	<i>Enquête de 2004</i>
Aucun	0,0	0,6
Primaire	2,9	1,7
Secondaire inférieur	9,5	9,3
Secondaire supérieur	17,6	16,2
Supérieur non universitaire	34,8	31,8
Supérieur universitaire	35,3	40,3

Mais qu'en est-il des électeurs ? De nombreux auteurs ont présenté les partis verts ou, plus largement, les partis de la gauche libertaire pour reprendre l'expression d'Herbert Kitschelt²⁰, comme les vecteurs du vote post-matérialiste, tel que défini à l'origine par Ronald Inglehart, ou de la *New Politics*, pour reprendre la terminologie de Poguntke²¹. Sous cet angle, la présence verte devrait être tendanciellement plus forte parmi les électeurs à fort capital scolaire.

Cette hypothèse, souvent vérifiée à l'échelle européenne, est validée pour le scrutin du 10 juin 2007. Ecolo capte un nombre appréciable d'électeurs à fort capital scolaire et sa structure électorale se décline en partie comme une configuration opposée à celle du Front national. Ainsi, si 50% des électeurs frontistes n'atteignent pas le secondaire supérieur, 66% des électeurs écologistes ont un diplôme du supérieur en Région bruxelloise et 52%, en Wallonie. Vu différemment, seule une quinzaine de pourcents de l'électorat vert n'a pas décroché au minimum un diplôme du secondaire supérieur. Au final, examinée à l'aune du dernier diplôme obtenu, la structure de l'électorat écologiste est très similaire à celle de l'électorat libéral.

¹⁸ P. DELWIT et J.-M. DE WAELE, *Ecolo : Les verts en politique*, Bruxelles, Editions De Boeck, 1996.

¹⁹ P. WHITELEY, P. SEYD et J. RICHARDSON, *True blues : the politics of Conservative Party membership*, Oxford, Clarendon, 1994 ; P. SEYD, P. WHITELEY, *Labour's Grass Roots. The Politics of Party Membership*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

²⁰ H. KITSCHULT, « Left Libertarian Parties. Explaining innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, 40/2, 1988, p. 194-234.

²¹ T. POGUNTKE, « New politics and party systems : The emergence of a new type of party ? », *West European Politics*, 10/1, 1987, p. 76-88.

Tableau 6. Structure du capital scolaire dans les électorsats de chaque parti (Wallonie)

	<i>PS</i>	<i>MR</i>	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FN</i>	<i>Autres</i>	<i>Blanc</i>
Aucun	3,8	1,5	0,8	1,0	1,9	0,0	10,7
Primaire	8,2	1,2	1,2	3,6	15,4	4,7	3,6
Secondaire inférieur	21,9	10,8	16,1	10,2	19,2	20,9	25,0
général	6,7	5,4	4,8	4,9	1,9	8,1	3,6
technique	7,0	2,0	4,8	4,3	7,7	9,3	14,3
professionnel	8,2	3,4	6,4	1,0	9,6	3,5	7,1
Secondaire supérieur	34,1	32,8	30,1	33,4	44,2	26,7	42,9
général	14,6	18,3	15,3	18,0	15,4	20,9	21,4
technique	13,1	8,1	9,6	9,8	25,0	4,7	10,7
professionnel	6,4	6,4	5,2	5,6	3,8	1,2	10,7
Supérieur non universitaire	23,3	27,6	31,3	25,6	13,5	29,1	7,1
Supérieur universitaire	8,7	26,2	20,5	26,2	5,8	18,6	10,7
N	343	409	249	305	52	86	28

Ces données corroborent les observations de l'élection communale d'octobre 2006, où les verts avaient obtenu leurs meilleurs scores dans les villes universitaires, dans la partie francophone comme dans la partie néerlandophone du pays ²².

5. Vote démocrate humaniste et capital scolaire

Historiquement, l'élément le plus discriminant pour le vote démocrate chrétien était le rapport à la croyance et, plus encore, à la pratique. Depuis 2002, le parti social chrétien a laissé la place au Centre démocrate humaniste. Les travaux menés sur l'élection régionale bruxelloise du 13 juin 2004 ne démentaient toutefois pas cette relation.

Dans ce contexte, l'électorat démocrate chrétien a souvent été qualifié de « transversal » sur les autres clivages structurant ou sur les autres variables lourdes de la sociologie électorale ²³. Dans le premier registre, on pense notamment aux positionnements sur les questions socio-économiques. Dans le deuxième, on songera au statut socio-professionnel ou au capital scolaire.

Observe-t-on une dynamique transversale examinée à l'aune du capital scolaire ? La réponse est positive. Tant en Région wallonne qu'à Bruxelles, les démocrates humanistes ne sont notablement plus forts ou plus faibles dans aucune catégorie en fonction du niveau de capital scolaire.

²² P. DELWIT, R. DANDROY, N. DE DECKER, « Les élections communales du 8 octobre 2006 en Belgique », *L'année sociale 2006*, 2007, p. 13-44.

²³ P. MAGNETTE, « L'idéologie patricienne du parti social chrétien », in P. DELWIT (éd.), *Le parti social chrétien. Mutations et perspectives*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 31-46.

On épinglera néanmoins une dimension intéressante : la pénétration plus faible des démocrates humanistes dans l'électorat au capital scolaire plus élevé en Région bruxelloise, notamment par rapport à la Wallonie. Ceci s'explique sans doute par sa progression dans les populations d'origine étrangère dont, nous l'avons déjà souligné, le capital scolaire est plus faible en général que la moyenne. Au demeurant, sa pénétration parmi les Bruxellois très faiblement diplômés est plus élevée qu'en Wallonie.

La structure de l'électorat démocrate humaniste se situe dans un entre-deux, entre le PS d'un côté, et le MR et Ecolo de l'autre. L'observation vaut pour les spectres wallon et bruxellois.

Tableau 7. Structure du capital scolaire dans les électors de chaque parti (Bruxelles)

	<i>PS</i>	<i>MR</i>	<i>CDH</i>	<i>Ecolo</i>	<i>FN</i>	<i>Autre</i>	<i>Blanc</i>
Aucun	2,19	1,10	2,24	0,49	0,00	2,22	4,55
Primaire	5,11	2,20	2,99	2,93	10,00	5,19	4,55
Secondaire inférieur	24,09	12,64	12,69	10,24	40,00	10,37	31,82
général	12,04	7,14	8,21	5,85	25,00	4,44	18,18
technique	4,74	3,57	1,49	2,44	15,00	2,96	13,64
professionnel	7,30	1,92	2,99	1,95	0,00	2,96	0,00
Secondaire supérieur	26,28	28,85	27,61	20,00	35,00	21,48	36,36
général	12,41	16,76	16,42	12,20	20,00	11,85	18,18
technique	9,49	7,14	6,72	6,83	10,00	8,15	18,18
professionnel	4,38	4,95	4,48	0,98	5,00	1,48	0,00
Supérieur non universitaire	17,88	21,15	25,37	24,88	5,00	22,96	22,73
Supérieur universitaire	24,45	34,07	29,10	41,46	10,00	37,78	0,00
N	274	364	134	205	20	135	22

6. Capital scolaire et vote d'extrême droite, une relation confirmée

Nous l'avons souligné d'emblée, certains travaux associent le développement des partis d'extrême droite à une contre-révolution silencieuse et/ou à une réaction des perdants face aux transformations économiques, sociales et culturelles des trente dernières années. Dans ce contexte, les formations d'extrême droite ont régulièrement capté des parts importantes de l'électorat faiblement diplômé.

Plusieurs travaux attestent de l'impact majeur du niveau de diplôme sur le vote pour l'extrême droite. Plus le capital scolaire est important, moins forte est la probabilité de voter pour une formation d'extrême droite. Lors de la percée de Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles de 1988, Pascal Perrineau et Nonna Mayer relevaient déjà le faible capital scolaire tendanciel de l'électorat lepeniste. Seul 19% des électeurs d'extrême droite étaient détenteurs d'un niveau de diplôme au moins

équivalent au bac ²⁴. Cette dimension ne s'est pas estompée par la suite. D'aucuns ont même parlé du « mur du bac » en France pour le Front national français. Au scrutin présidentiel de 1995, le phénomène était même accentué en raison notamment d'une « popularisation » accrue de l'électorat lepeniste conduisant Pascal Perrineau à parler de « gauchio-lepenisme » ²⁵ et Nonna Mayer d'« ouvriéro-lepenisme » ²⁶. En Suisse, cet effet du niveau de diplôme s'est amplifié ces dernières années pour le parti de Christoph Blocher, l'Union démocratique du centre ²⁷.

Qu'en est-il en Belgique ? Le niveau scolaire influe indéniablement sur le vote d'extrême droite. L'enquête réalisée par le point d'appui interuniversitaire de l'opinion publique l'avait établi dès 1991. Le nombre de diplômés du supérieur universitaire parmi les électeurs du FN est très faible. A peine plus de six pourcents des électeurs frontistes détenaient un diplôme universitaire alors même que 13,2% n'avaient décroché que le diplôme primaire.

Tableau 8. Dernier diplôme obtenu chez les électeurs d'extrême droite en Wallonie (1991)

Sans diplôme	3,2
Primaire	13,2
Secondaire inférieur	24,2
Secondaire supérieur	30,4
Supérieur non universitaire	20,0
Universitaire	6,4
Autres	2,6

Cette configuration est vérifiée et même amplifiée lors de l'élection fédérale du 10 juin 2007. Le Front national ne décroche que des scores anecdotiques chez les diplômés du supérieur : 1,8% dans le supérieur universitaire et à peine 1% parmi les universitaires. En revanche, ses meilleures pénétrations s'opèrent chez les détenteurs d'un certificat d'études primaires ou les diplômés de l'enseignement technique et professionnel (inférieur ou supérieur). En Wallonie, il décroche 17% chez les citoyens au plus faible capital scolaire (aucun et primaire), soit une performance bien supérieure à son score moyen. Aussi, la structure du capital scolaire dans son électorat est-elle sensiblement identique à celle de 1991. La part des universitaires dans son électorat est plus que limitée : 6% en Wallonie pour 15% d'électeurs détenteurs d'un certificat fondamental d'étude.

²⁴ N. MAYER et P. PERRINEAU, « Why do they vote for Le Pen ? », *European Journal for Political Research*, 22/1, 1992, p. 129.

²⁵ P. PERRINEAU, « La dynamique du vote Le Pen. Le poids du gauchio-lepenisme », in P. PERRINEAU, C. YSMAL (éd.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995, p. 244-261.

²⁶ N. MAYER, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002.

²⁷ O. MAZZOLENI, C. PÉCHU et M. MASULIN, « Dimensions socio-professionnelles et explication du vote en Suisse. Le cas de l'Union démocratique du centre », présenté dans le cadre du colloque « Regards croisés sur l'extrémisme politique de droite en Europe aujourd'hui », organisé par les Associations française et suisse de Science politique, Paris, 16 et 17 septembre 2004.

A Bruxelles, le rapport est plus équilibré en raison notamment d'un électorat plus âgé et moins ancré dans les milieux populaires. Il n'en reste pas moins qu'on ne recense que 10% d'universitaires (15% de l'enseignement supérieur) pour près de 50% n'ayant pas atteint le stade du secondaire supérieur.

7. Conclusions

L'examen de la structure du vote lors des élections fédérales du 10 juin 2007 en fonction du capital scolaire confirme l'impact important de cette dimension sur les comportements politiques et électoraux. Tendanciellement, la pénétration des partis en fonction des niveaux de diplôme n'est pas indifférenciée. Bien au contraire, le niveau de diplôme influe sur la probabilité de voter pour les différentes formations en présence.

Sous cet angle, les deux grands partis du spectre francophone ont des structures d'électeurs très différentes. Le parti socialiste convainc une part substantielle des électeurs à faible capital scolaire mais peine à attirer les plus fort diplômés. A l'inverse, les libéraux sont forts dans l'électorat très diplômé mais n'engrangent que de faibles scores chez les électeurs au capital scolaire plus modeste. De manière attendue, les structures d'électeurs du Front national et d'Ecolo s'opposent. L'extrême droite ne capte des résultats significatifs que dans certaines franges au capital scolaire faible et n'obtient que des pourcentages confidentiels parmi les citoyens à plus fort capital scolaire. Pour les verts, la configuration est inversée. Acteur très attractif pour les détenteurs d'un diplôme du supérieur, Ecolo l'est nettement moins dans les milieux à capital scolaire faible. Dans ce tableau, le cas du Centre démocrate humaniste tranche par l'indifférenciation de ses pénétrations en fonction du capital scolaire des électeurs.

Ces résultats ne dévoilent pas de surprise majeure, même si leurs dimensions sont plus accentuées qu'à l'accoutumée. Toutefois, ils doivent être lus à la lumière de deux éléments importants.

Le premier concerne le résultat électoral. Le 10 juin 2007 a révélé des perdants et des vainqueurs très manifestes. L'ampleur des mouvements électoraux a surpris. Il faudra donc vérifier lors des prochains scrutins ce qui relève de données conjoncturelles liées à l'agenda d'une élection donnée, et ce qui concerne des variables structurelles, moins soumises aux aléas d'une élection spécifique.

Le deuxième tient au caractère dépendant et/ou indépendant de la variable « capital scolaire ». Si nous avons pu mettre en évidence les relations entre capital scolaire et comportement électoral, nous n'avons pas nécessairement affaire à une logique de relations causales. Nous l'avons souligné d'emblée, les niveaux de capital scolaire influent sur nombre de comportements et ont par ailleurs beaucoup à voir avec le marché du travail – types d'emplois occupés, niveau des rémunérations, etc. Ailleurs dans cet ouvrage, nous examinons ces autres dimensions pour approcher au plus près les logiques du comportement électoral.